Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Trente-ans-d-impunite-en-Uruguay>

Trente ans d'impunité en Uruguay

- Les Cousins - Uruguay -

Date de mise en ligne : mardi 16 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les forces politiques uruguayennes qui ont collaboré avec les militaires pour assurer la transition après la dictature hésitent à rouvrir le dossier des crimes contre l'humanité. Mais elles sont aujourd'hui bousculées par leurs voisins argentins.

Par Horacio Verbitsky

Página 12, Buenos Aires

Une brèche dans le mur du silence

Le vent de vérité et de justice qui souffle sur le Chili et l'Argentine commence à atteindre les côtes de l'Uruguay. En 2001, le juge fédéral argentin Rodolfo Canicoba Corral demandait l'extradition des militaires uruguayens José Gavazzo, Manuel Cordero et Jorge Silveira, ainsi que celle du policier Hugo Campos Hermida. Autre facteur déterminant : les récentes déclarations du président Kirchner, qui a indiqué qu'il considérait désormais comme une "affaire d'Etat" la récupération des restes de la citoyenne argentine María Claudia García Irureta Goyena, enlevée à 19 ans à Buenos Aires, en 1976, puis transférée clandestinement à Montevideo. La jeune femme - dont le beau-père est le poète Juan Gelman - fut par la suite assassinée sur le sol uruguayen après avoir accouché d'une petite fille.

L'Uruguay est le seul pays de la région où les pires crimes contre l'humanité ont été absous par plébiscite [la loi d'amnistie, dite "de caducité", a été approuvée par référendum le 16 avril 1989]. Ce pays présente en outre une différence fondamentale avec le Chili et l'Argentine : ses dirigeants politiques ont partagé le pouvoir avec les militaires, ce qui induit forcément des complicités douteuses. La petite-fille de Juan Gelman, par exemple, a été livrée au commissaire Angel Tauriño, qui avait déclaré l'enfant comme étant sa propre fille. Or Tauriño était très lié avec l'ancien chef de l'Etat Julio Sanguinetti [président de 1985 à 1989 et de 1994 à 2000], comme on a pu le vérifier lors de l'enterrement en grande pompe du policier. Quant à l'assassin présumé de la belle-fille de Gelman, l'officier de la garde métropolitaine [police militaire] Ricardo "el Conejo" Medina, il est devenu au lendemain de la dictature militaire [1973-1984] le secrétaire privé et ami intime du sénateur [du parti majoritaire] Pablo Millor.

Les recherches entreprises par Juan Gelman, sa femme, Mara La Madrid, et le journaliste uruguayen Gabriel Mazzarovich ont abouti en novembre 1999 à la découverte de María Macarena, qui avait été enlevée à sa mère [María Claudia] peu de temps après sa naissance. Ces recherches ont ouvert une brèche dans le mur de l'impunité, brèche que le gouvernement uruguayen essaie obstinément de colmater. Il y a deux ans déjà, l'ancienne présidente de la république d'Irlande Mary Robinson, alors haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, déclarait à Montevideo que la loi dite "de caducité du droit de poursuite de l'Etat" était contraire à la loi internationale humanitaire, qui devait prévaloir. Mais l'Uruguay reste l'un des rares pays (avec la Chine et les Etats-Unis) qui considèrent que leur législation intérieure est au-dessus des conventions, des traités et des principes généraux du droit international. "Le président Jorge Batlle Ibáñez connaît le nom de l'assassin de ma belle-fille", a assuré Gelman après l'audience que lui a accordée le président Kirchner le 3 août dernier, "et il sait où elle a été enterrée. Mais il garde le silence. Un silence de plomb, sépulcral." Cette information a été, il est vrai, démentie avec véhémence par le conseiller présidentiel Carlos Ramela Regules, qui affirme qu'il existe "plusieurs versions" sur le tragique sort fait à María Claudia. Sanguinetti avait nié pendant des années que María Claudia ait été emmenée en Uruguay et qu'elle ait donné naissance à une fille. Mais les recherches persistantes de Gelman et de Mara La Madrid, ainsi que celles menées parallèlement par l'équipe de journalistes autour de Mazzarovich, du journal La República, ont rendu intenable la position du président et permis de localiser María Macarena.

Une fois élu à la présidence, Batlle a tenté de se différencier de Sanguinetti et de tirer profit de la découverte de María Macarena. Ayant obtenu l'information par l'intermédiaire d'un ami militaire, le tout nouveau président avait laissé courir le bruit qu'il avait lui-même découvert l'enfant. "Quand nous sommes arrivés à Montevideo, raconte Gelman, à la fin du mois de mars 2000, pour rencontrer pour la première fois ma petite-fille, nous entendions le faire

sans publicité, car nous imaginions le choc émotif que cela pourrait causer à une jeune femme de 23 ans d'apprendre que son identité n'était pas celle qu'elle avait cru être la sienne durant toute sa vie. Mais le président Batlle a insisté pour médiatiser l'événement. J'ai vu ma petite-fille, je lui ai demandé si elle était d'accord, elle m'a dit que oui, et, à partir de là, il s'est produit tout ce qui s'est produit." Et d'ajouter : "Le président Batlle a eu incontestablement le mérite d'officialiser cette rencontre, ces retrouvailles. Implicitement, il a validé tout ce que mes recherches avaient démontré, à savoir que des militaires uruguayens ont transporté ma belle-fille comme un paquet, enceinte de huit mois et demi, de Buenos Aires à Montevideo, avant d'attendre la naissance de l'enfant pour assassiner la mère."

Au cours du seul entretien qu'ils ont eu, le président Batlle a demandé à Gelman en quoi il pouvait l'aider. "Faites ce qu'il faut pour récupérer les restes de ma belle-fille", lui a répondu le poète. Batlle a alors demandé à son conseiller Carlos Ramela Regules et au général Ricardo González de chercher ce qu'était devenue María Claudia. En août 2000, il a aussi créé la Commission pour la paix, chargée de trouver une solution à la question des disparitions forcées pendant la dictature militaire. Selon les informations fournies par le journal uruguayen Brecha, Jorge Batlle aurait cependant affirmé par la suite qu'il était sceptique quant à la possibilité d'identifier les auteurs des "disparitions" de citoyens uruguayens et qu'il ne voulait donc pas rendre publiques les informations détaillées qu'il avait obtenues au sujet de l'assassinat et de l'enterrement clandestin de María Claudia. "Je ne peux pas donner à un Argentin ce que je refuse aux Uruguayens", a-t-il dit.

Quelles mesures prendra le gouvernement argentin pour mener à son dénouement ce que le président Kirchner a défini comme une affaire d'Etat ? Telle est bien la seule question des journalistes uruguayens à laquelle Gelman n'a pu répondre, faute de le savoir. Des sources proches du gouvernement argentin affirment que diverses mesures sont à l'étude, mais que la rupture des relations diplomatiques n'est pas envisagée.

L'auteur du coup d'Etat de 1973 traduit en justice

La Cour suprême a enfin donné son feu vert le 15 août dernier. L'ancien président uruguayen, Juan María Bordaberry, auteur du coup d'Etat de 1973, va être traduit devant un tribunal pénal, estimé compétent pour un acte de ce type. Il sera jugé pour "violation de la Constitution". C'est la première fois dans l'histoire de l'Uruguay, qui a connu trois putschs militaires en cent ans (en 1934, en 1942 et en 1973), qu'un citoyen est poursuivi pour un tel motif. "Outre cette accusation, Bordaberry pourrait être inculpé pour des crimes ayant impliqué la mort et la disparition de personnes sur le territoire uruguayen, et pour avoir révélé des secrets d'Etat lorsqu'il a coordonné la répression avec d'autres dictateurs de la région dans le cadre du plan Condor", a déclaré Walter De Leon, l'avocat de la partie plaignante. Ce dernier représente les survivants de la répression, les proches des victimes et les quelque 2 000 citoyens qui ont porté plainte devant la Cour suprême le 19 novembre 2002.

Parmi eux se trouvent des sénateurs, des députés, des personnalités de différents milieux et des dirigeants syndicaux. Elu démocratiquement en novembre 1971, Bordaberry avait pris ses fonctions en mars 1972. Appuyé par l'armée, il avait dissous le Parlement le 27 juin 1973, interdit toute activité militante et institué la dictature. Juan María Bordaberry dirigea la junte militaire de 1973 à 1976, mais les militaires lui retirèrent leur soutien en 1976 pour nommer un autre civil à sa place. Le pays fut soumis à un régime autoritaire jusqu'en 1984. Dans un arrêt de vingt feuillets, la Cour suprême a estimé que tous les citoyens sont égaux devant la loi et que Bordaberry devait donc être jugé par les juridictions pénales. (Clarín, Buenos Aires)

Contexte : Plan Condor

Pour mieux éliminer leurs opposants, les dictatures du Cône sud ont mis sur pied, dès 1975, le Plan Condor , en vertu duquel les services de renseignements de chaque pays s'engageaient à coopérer (non seulement en

échangeant des informations, mais aussi en repérant et en assassinant les opposants). Le Chili, l'Argentine et l'Uruguay furent les membres les plus actifs de ce club (qui a fonctionné jusque dans les années 80), mais le Brésil, le Paraguay et la Bolivie en ont aussi tiré parti. Les archives du Plan Condor ont été découvertes au Paraguay en 1992 et sont en cours d'exploitation. La déclassification des archives de la CIA, en l'an 2000, a confirmé l'existence du dispositif et mis au jour le rôle joué par les Etats-Unis.

A lire :

► **11 septembre... 1973**, essai de H. Pavon, préfacé par Ken Loach, Danger Public.

- **Pinochet, un dictateur modèle**, de M. Fernandez et J.-C. Rampal, Hachette Littératures.

Post-scriptum :

Dossier Courrier International

Argentina, Chile et Uruguay : trente ans d'impunité
04/09/2003, Numero 670